

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

MAISON
CENTRALE DE DETENTION

Nom : *Laidi, muhutu umu. inga, fils de*
Origine : *Magirirane e.o. et de Spiramukizi*
Chefferie : *des coll. Muramba r. chef et chef*
Poste : *Ruabukamba prov. Bururura*
Profession : *Tenit Ruhengeri résidant au village Inahiti*
N° du R. E. : *1636* *de Ruhengeri*
N° du R. M. P. : *2252/Ruh*
N° Dactyl. :
Arrêté, le : *20. 9. 40*
Entré, le : *20. 9. 40*
Condamné, le :
1/4 de peine :
Sortie, le : *Remis en liberté le 19. 10. 40*
par le Chef du Parquet du Rwanda
Rapatrié, le :
Expulsé, le :
Décédé, le :

28. 9. 40 -
novel -

Le Gardien,



aut

R. M. P. 2252 / Rubengori

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante

le vingtième jour du mois de septembre

à la requête de nous même

Officier du Ministère Public près le Tribunal Territorial du Ruanda

Nous Barthier, Daniel

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Laidi, omukutu, umunyaga fils de Kagirwa
et de Nyiramiye dadi, col. Musamba 2 chefs et chef Rwabukamba Nor. Ruguru la Rubungu
prévenu de Complicité de vol

infraction prévue et punie par 1^{er} art. 79 et 81 C. P. L. et 22 C. P. L. I

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) l'enquête révèle les mécomptes graves à
charge de SA IGI

(2) Ordonnons que le susdit Laidi

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

confirme pour 15 jours

le 5-10-40

R. M. P.
V. Barthier

Rubengori le 20.9.40
L. O. M. P. Barthier
V. Barthier

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner du scandale par sa conduite, en outre à charge de.....

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante
le vingtième jour du mois de septembre
à la requête de nous même
Officier du Ministère Public près le Tribunal Territorial du Ruanda
Nous Vanthier David
Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de SAIDI; muhameta umusinga fils de Magirirane
ex. cl. de Nyanamukira dda coll. Mwanika 2. cl. de Nyanamukira 100. Baganza
prévenu de complicité de vol art. 79 et 81 C. P. L. I et 22 C. P. L. I Rubenguri
infraction prévue et punie par 1 et art. 99-81 C. P. L. II et 22 C. P. L. I

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) enquête série des présomptions graves
à charge de SAIDI.

(2) Ordonnons que le susdit SAIDI
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Rubenguri le 20.9.40
A. O. M. P. Vanthier
V. Vanthier

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que
confirmé pour 15 jours
le 5.10.40
A. O. M. P.
V. Vanthier

(1) Indiquer les raisons graves qui justifier la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

(1) Biffer la mention inutile,